



**30 mars 2020 - Investir dans la santé, aujourd'hui et demain**

**La propagation de la pandémie de coronavirus met en évidence les problèmes créés par les politiques de sous-financement, de privatisation et de marchandisation au sein des systèmes de santé.**

Cette crise, inattendue mais non imprévisible, a été aussi et surtout déterminée par les mesures d'austérité imposées par les politiques de l'Union européenne, à travers des recommandations visant uniquement le respect des paramètres budgétaires.

Les gouvernements nationaux ont procédé à une réduction des dépenses publiques, en particulier dans le domaine de la protection sociale et de la santé. Cette approche a favorisé le marché et conduit à une stratification de la qualité des soins : aujourd'hui, on constate des inégalités importantes dans l'accès aux soins de santé, lié au statut socio-économique des personnes.

Ces choix ont entraîné la suppression du nombre de lits disponibles dans les hôpitaux de nombreux pays et en parallèle la réduction et la précarité du personnel pour atteindre les objectifs de réduction des coûts dans la santé.

Les soins de santé sont devenus de plus en plus privatisés et liés au marché. Les politiques de santé se sont focalisées presque exclusivement sur la production d'un nombre toujours croissant de prestations de soins, sans prendre en considération les besoins de la population. Des volumes d'actes élevés signifient des revenus ou des remboursements élevés pour le secteur commercial, mais il ne reflète pas ce à quoi devrait ressembler un système de santé fondé sur les besoins et les droits. Tout cela a conduit à la création de systèmes qui se basent sur le coût artificiellement estimé de la pathologie et non sur les besoins réels de santé et les réponses à y apporter.

Face à une urgence comme celle que nous vivons, il est désormais clair que seule une intervention sanitaire hors des lois du marché, gérée et financée par le système public, est suffisamment forte pour protéger l'ensemble de la population, de manière généralisée, et mener des campagnes de prévention coordonnées. La prévention permet en fin de compte de réduire le nombre de personnes malades, ce qui n'est pas dans l'intérêt d'un système de santé axé sur le profit. Toutefois, la pandémie offre à certains acteurs des possibilités de tirer profit de l'achat d'équipements et de médicaments, de la fourniture de tests, etc. Nous constatons que certains gouvernements, afin de pouvoir réagir à la situation et de surmonter les faiblesses des systèmes de santé publique, passent des contrats avec des prestataires de santé privés sans aucune transparence ni négociation.

**Pour cette raison, le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale et People's Health Movement réaffirme qu'il est essentiel, aujourd'hui plus que jamais, de créer un système de santé public européen, solide, solidaire, de qualité et accessible à toute la population. Ce système doit être financé par des ressources publiques, par le biais d'impôts ou de cotisations sociales, selon les pays, pour permettre une réponse complète et universelle aux besoins de santé. Il doit également être fondé sur la solidarité au sein de la population et entre les pays européens, plutôt que sur les intérêts privés des actionnaires.**

Les États membres doivent faire de la protection sociale et de la santé une priorité dans leurs budgets, qui ne sont pas soumis à des contraintes bureaucratiques. Il est particulièrement important que ces budgets soient suffisamment financés pour répondre aux problèmes de santé auxquels nous serons de plus en plus confrontés à l'avenir : vieillissement de la population, chronicité, handicap, fragilité sociale, santé mentale, santé au travail, etc. C'est possible par une harmonisation sociale à l'échelle européenne, ainsi que par la lutte contre l'évasion fiscale en instaurant des régimes de contributions progressives pour l'ensemble de l'Union européenne.

Cela nécessite aussi que la santé ne peut être considérée de manière séparée des autres secteurs. Les effets sur la santé devraient être l'un des critères d'évaluation de toutes les politiques européennes.

**Le 7 avril, journée mondiale de la santé, des actions décentralisées sont organisées dans toute l'Europe. Pour la cinquième année consécutive, le Réseau européen et PHM appelle les citoyens, les travailleurs de la santé, les associations... à se rassembler à l'occasion de la Journée d'action contre la commercialisation de la santé.**

**La pandémie du COVID-19 nous oblige à annuler tous les rassemblements et actions avec un contact physique.**

**Nous appelons donc chaque citoyen.ne à manifester son soutien en "propageant la solidarité, pas le virus".**

**Comment ? Par une action « drap blanc » le 7 avril :**

- 1. Accrochez vos messages sur un drap blanc dans un endroit visible ou faites une pancarte à la maison**
- 2. Prenez-vous en photo avec vos messages**
- 3. Partagez-les**
  - sur les réseaux sociaux avec le hashtag #health4all et/ou #santépourtous et adressez-le à vos responsables politiques
  - sur la carte interactive ici [bit.ly/Agir4Health](http://bit.ly/Agir4Health)

Le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale - <http://europe-health-network.net/> - Tél. +32499 42 44 48 - [europeanhealthnetwork@gmail.com](mailto:europeanhealthnetwork@gmail.com)

People's Health Movement Europe - <https://phmovement.org/> - [ana@phmovement.org](mailto:ana@phmovement.org)

EN 30 March 2020 - Invest in health, today and tomorrow

The spread of the coronavirus pandemic highlights the problems created by policies of underfunding, privatization and commodification within health systems.

The course of this crisis, which was unexpected but not unforeseeable, was above all determined by the austerity measures imposed by the policies of the European Union, through recommendations aimed solely at compliance with budgetary parameters.

National governments in order to support their economic development have cut public spending, particularly in the area of social protection and health. This approach has favored the market and led to stratification of the quality of care: today, we can see significant inequalities in access to health care, as people's class status significantly influences the quality of the care they receive

In many countries, these choices have led to the reduction of the funds specifically allocated for improvement of the health status of certain groups of citizens, as well as the number of beds in hospitals and, at the same time, to the reduction of staff and parallel increase in precariousness of their work, all with the sole aim of achieving reductions of costs.

Health care has become increasingly privatised and linked to the market. Health policies have focused almost exclusively on the production of an ever-increasing number of services, without any consideration for the real needs of the population. High volumes of procedures may mean high revenues or reimbursements for the private sector, but they are not a reflection of what a needs and rights-based health system should look like. All this has led to the creation of systems that are based on the artificially estimated cost of the disease and not on real health needs and responses.

In the face of the COVID-19 pandemic, it is clear that only a non-market health intervention, managed and financed by the public system, can be strong enough to protect the entire population and to carry out coordinated prevention campaigns. Prevention ultimately ensures that fewer people become ill, which is not in the interest of a profit orientated health system. However, the pandemic provides close opportunities for some actors to profit from the procurement of equipment and medicines, providing tests, etc. We are witnessing that some governments, in order to be able to react to the situation and overcome the weaknesses of the public health systems, contract private health providers without any transparency and negotiation.

For this reason, the *European Network against the Privatisation and Commercialisation of Health and Social Protection and People's Health Movement (PHM)* reaffirm that it is essential, now more than ever, to create a European public health system that is strong, supportive, of high quality and accessible to the entire population.

This system must be financed by public resources, through taxes or contributions, depending on the country, to enable a complete and universal response to health needs. It should also be based on solidarity within the population and among European countries, rather than private interests of shareholders.

Member States should make social and health protection a priority in their budgets, which would not be subjected to bureaucratic constraints. It is particularly important that these budgets are funded enough to respond to health problems we will increasingly face in the future: ageing population, chronic illnesses, disabilities, mental health, occupational health, social fragility, etc. This can be achieved through social harmonisation at the EU level, as well as through combating tax evasion by introducing progressive contribution schemes for the whole EU.

It also has to be clear that health cannot be regarded as separate from other sectors; in fact, health effects should be one of the criteria for the evaluation of all European policies.

**On 7 April, World Health Day, decentralised actions are being organised throughout Europe. For the fifth consecutive year, the European Network and PHM call on citizens, health workers, associations, etc. to come together on the Day of Action against the Commercialization of Health. Because of the COVID-19 pandemic we have cancelled all gatherings and actions with physical contact.**

**We therefore call on every citizen to demonstrate their support by "spreading solidarity, not the virus".**

**How? With a "white sheet" action on April 7:**

- 1. Hang a white sheet with a slogan in a visible place or make a poster at home**
- 2. Take a picture of yourself with your messages**
- 3. Post it on social media**
  - **add the hashtag #health4all**
  - **address it to your political leaders**

The European Network against the Privatization and Commercialization of Health and Social Protection - <http://europe-health-network.net/> - P. +32499 42 44 48, [europeanhealthnetwork@gmail.com](mailto:europeanhealthnetwork@gmail.com)

People's Health Movement Europe - <https://phmovement.org/> - [ana@phmovement.org](mailto:ana@phmovement.org)